

## Le soutien américain à Taiwan entre parenthèses ?

En pleine période marquée par le renouveau d'un dialogue inter-détroit entre la Chine et Taiwan, les tensions sur fond de risque d'invasion persistent, tandis que les grandes puissances occidentales cherchent à ne pas irriter Pékin à la veille de ses Jeux Olympiques. Avec parfois des conséquences qui inquiètent ses voisins, au premier rang desquels son rival historique. Les Etats-Unis ont ainsi décidé de geler les ventes d'armes à Taiwan à la suite « d'inquiétudes exprimées par la Chine », a annoncé le 16 juillet le plus haut responsable militaire américain chargé de l'Asie-Pacifique, l'Amiral Timothy Keating. En d'autres termes, Pékin a fait part à Washington de son irritation concernant la possible reprise des transferts d'armes américaines vers Taiwan, souhaitée par le gouvernement taiwanais de Ma Ying-jio (arrivé au pouvoir en mai dernier), pour renforcer les capacités de défense de l'île dans le cas d'une invasion chinoise.

Dans les faits, cette décision concerne un projet de ventes d'armes de 11 milliards de dollars et une livraison de dizaines d'avions F-16 à Taiwan, dont le transfert est potentiellement gelé jusqu'à la fin du mandat du président George W. Bush, soit en janvier 2009. Au cours des derniers mois, les ventes d'armes vers Taiwan ont été quasiment nulles, et cette décision ne met donc pas un coup d'arrêt brutal à des transferts. Mais il s'agit en revanche d'un geste politique très fort de Washington, qui pourrait symboliser sa volonté de ne pas s'engager dans un bras de fer avec Pékin pour la question taiwanaise. Rappelons qu'en vertu du *Taiwan Relations Act* de 1979, Washington doit protéger Taiwan en cas de confrontation avec la Chine. Un tel accord pourrait à terme, selon les craintes de certains experts taiwanais, être remis en question, et c'est la raison pour laquelle Taiwan cherche à renforcer ses capacités de défense, au cas où l'île devrait seule assurer sa sécurité.

En réponse à la posture américaine, Taiwan pourrait décider de se lancer dans le développement de ses propres armes. C'est en tout cas ce que plusieurs officiels du ministère de la Défense (s'exprimant anonymement) ont laissé entendre en réaction à la décision américaine. Le président Ma s'est déjà exprimé sur cette question il y a quelques semaines, estimant que si les Etats-Unis restent le principal exportateur d'armes vers Taiwan, il convient de réfléchir à la possibilité de développer d'autres systèmes, afin de ne pas être totalement dépendant de Washington. Malgré le dialogue dans lequel le nouveau gouvernement taiwanais s'est engagé avec la Chine (notamment l'accord sur les vols directs et l'ouverture de Taiwan aux touristes chinois), Ma a rappelé à plusieurs reprises que le risque sécuritaire reste entier, et que le meilleur moyen d'éviter un déséquilibre capacitaire trop marqué, qui pourrait inciter Pékin à se lancer dans une tentative d'invasion, consiste à renforcer les capacités de défense, et à permettre à l'île d'opposer à l'Armée Populaire de Libération (APL) une résistance farouche, voire même des dommages considérables à la Chine. On pense ainsi à la possibilité pour Taiwan de cibler quelques grandes villes chinoises avec des missiles balistiques. Bref, Taiwan tend volontiers la main à la Chine, mais ne baisse pas dans le

même temps la garde. Dans ces conditions, le gel des transferts d'armes américaines pourrait effectivement très rapidement inciter Taipei à se tourner vers d'autres options.

Aux Etats-Unis, cette décision a été prise directement par la Maison-Blanche. En règle générale, quand le président américain souhaite geler les ventes d'armes en direction d'un pays (comme quand il souhaite de nouvelles ventes), il doit en informer le Congrès, qui a autorité pour décider. Or, cette procédure a exceptionnellement été gelée par Stephen Hadley, le Conseiller à la sécurité nationale du président Bush. En d'autres termes, le président actuel laisse à son successeur le soin de redéfinir la politique américaine de défense dans le détroit de Taiwan, et s'attire par la même occasion la sympathie de Pékin, sans avoir à remettre en question le *Taiwan Relations Act*, dont les termes restent, selon le Département d'Etat, inchangés. De quoi calmer, provisoirement du moins, les tensions inter-détroit, mais en fragilisant dans le même temps la posture stratégique américaine dans la région

### **Barthélémy Courmont**

Dernier ouvrage publié : *L'autre pays du matin calme. Les paradoxes nord-coréens*, Paris, Armand Colin, 2008. Il termine la rédaction d'un ouvrage sur Taiwan, qui sera publié aux éditions du Félin en octobre, et vient de terminer un *policy paper* sur les risques de prolifération en Asie du Nord-Est, mis en ligne fin juillet sur le site du CET.